REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 13

MINISTERE DE LA DEFENSE

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	**4**
1.	**CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES**	**5**
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	9
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	10
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	11
2.	**ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES**	**12**
2.1.	**PROGRAMME 166:** RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE	13
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	14
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	16
2.2.	**PROGRAMME 168:** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE	24
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	25
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	25
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	26
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	27
2.3.	**PROGRAMME 169:** PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT	33
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	34
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	34
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	35
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	36
2.4.	**PROGRAMME 170:** PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	39

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME 40

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME 40

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014 41

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014 42

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES 53

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE 56

3.2. LEÇONS APPRISES 57

3.3. PERSPECTIVES 57

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1er janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution,présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2O14, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Ministère dela Défense dans le cadre de la mise en œuvre des prescriptions gouvernementales retenues en matière de développement socio-économique, intervient sur la base de textes importants qui traduisent de manière concrète la vision de l'Etat en matière de politique de Défense Nationale.
Ces textes qui se veulent les sources principales consacrant l'objectif de modernisation et de professionnalisation des Forces Armées camerounaises en les arrimant aux grands concepts de Défense actuels sont de deux ordres :

- *D'une part, la Vision 2035 et la stratégie de croissance et d'emploi la mettant en œuvre pour les dix premières années ;*
- *D'autre part, les 21 décrets de 2001 portants réorganisation des Forces de Défense.*

Le secteur de la Souveraineté et particulièrement le Ministère de la Défense, s'inspirant de la Vision 2035 de façon globale et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, a pu relever dans la Matrice d'Actions Prioritaires, la mesure 3.1.1.3 intitulée « Lutte contre le grand banditisme » de la composante 3.1.1« Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens » du domaine 3.1 « gouvernance et Etat de Droit », domaine qui rentre en adéquation avec les missions qui lui sont propres.

*Le Ministère de la Défense, qui se doit de poursuivre la mise en œuvre de la politique de développement économique, social et culturel de la Nation, sous-tendue par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), trouve son action au cœur même de la politique des Grandes Réalisations et des annonces fortes du Chef de l'Etat. En effet, garantir la paix et la sécurité des personnes et des biens est une condition indispensable pour la matérialisation de la Vision 2035 qui est de « **Faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité** ».*
*Dans le cadre de la réalisation de son objectif stratégique qui est « **Défendre l'intégrité territoriale et améliorer les conditions de la paix et de sécurité favorables au développement économique et social** », les missions du Ministère de la Défense s'articulent autour des points sensibles ci-après énumérés :*

- *la défense de l'intégrité territoriale ;*
- *le renforcement des capacités opérationnelles des personnels des Forces de Défense ;*
- *la construction et la réhabilitation infrastructures ;*
- *la mise en place de nouvelles unités de sapeurs pompiers ;*
- *la poursuite de l'acquisition des équipements spécifiques des sapeurs pompiers ;*
- *la lutte contre les toutes les formes de catastrophes ;*
- *la lutte contre toutes formes de criminalité et l'amélioration du plateau technique des unités de Santé Militaire avec l'équipement des services spécialisés.*

A cet égard, la réalisation de ces missions se ferait par la mise en œuvre d'un certain nombre

d'actions cohérentes, déclinées en programmes dont l'appropriation commune se veut indispensable. Il est alors envisagé la réalisation des programmes suivants :

- *le renforcement de la Défense du Territoire ;*
- *la participation à la protection des personnes et des biens ;*
- *la participation à l'action nationale de développement ;*
- *la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous secteur Défense.*

a. PROGRAMME OPERATIONNEL N°166 :
« RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE »

Placé sous la coordination du ***Chef d'Etat-major des Armées, le Général de Corps d'Armée René Claude MEKA,*** *ce programme poursuit l'objectif de «* ***renforcer le dispositif de Défense du territoire*** *». Il pourra être évalué à travers la mesure de l'indicateur «****Taux de réalisation des tableaux des effectifs et de dotations des unités opérationnelles des Forces de Défense****».*

Il compte un ensemble d'actions visant à assurer efficacement la défense du territoire camerounais, dans ses composantes essentielles que constituent les espaces terrestre, maritime et aérien.

Le territoire camerounais, de par son riche potentiel en ressources naturelles, fait l'objet de nombreuses convoitises. Cet état de chose, comme on le sait, peut nuire considérablement à la paix, au développement et à la quiétude des populations. Face aux attaques répétées aux frontières et à l'intérieur du territoire, les ripostes appropriées de nos Forces de Défense ont permis de préserver la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Aussi, la mise en œuvre du programme suscité doit concourir à soutenir la croissance économique, et contribuer significativement à la réalisation de la ***« vision 2035 »: « faire du Cameroun un pays émergent, démocratique, uni et fort dans sa diversité »****.*

La réalisation de ce programme qui est une attente forte aussi bien des populations que des institutions est entrevue principalement à travers la matérialisation de certaines mesures allant dans le sens de l'intervention réfléchie sur différents leviers en cohérence avec le contexte stratégique et sociétal de l'heure.

b. PROGRAMME OPERATIONNEL N°170 :
« PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS »

Ce programme qui est placé sous la coordination du ***Directeur Central de la Coordination de la Gendarmerie Nationale, le Général de Brigade ELOKOBI Daniel NDJOCK,*** *se fixe pour objectif de «* ***garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement*** *». Son évaluation peut se faire à travers la mesure de l'indicateur «* ***Taux de criminalité****».*

Il est constitué d'un ensemble d'actions tendant à renforcer la sécurité des personnes et des biens à travers les structures opérationnelles des Forces de Défense, et principalement celles de la Gendarmerie Nationale et du Corps National des Sapeurs-Pompiers.

En effet, c'est une évidence d'affirmer qu'un environnement sécuritaire rassurant et paisible est de nature à booster l'économie, à contribuer à l'amélioration du climat des affaires et au renforcement de l'Etat de droit. A contrario, l'existence d'un climat d'insécurité et d'instabilité a une incidence fortement négative sur la vie économique et sociale d'un pays.
La protection des personnes et des biens demeure donc un enjeu fondamental et prioritaire de l'activité des Forces de Défense. La réalisation de cette mission fondamentale est entrevue à travers les missions principales de lutte contre les catastrophes et incendies, de maintien de l'ordre et enfin de prévention et de répression des infractions aux lois et règlements de la République. Dans le même ordre d'idées, les actions de protection des personnes et des biens ont une incidence certaine sur la création des richesses au plan national, la promotion de l'entreprenariat et des investissements privés. Les résultats recherchés dans le cadre de ce programme sont : la réduction des pertes occasionnées par les incendies et les catastrophes naturelles, les troubles à l'ordre public, les accidents de circulation et les différentes formes de criminalité.

c. PROGRAMME OPERATIONNEL N°169 :
« PARTICIPATION A L'ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT »

*Sous la coordination du **Directeur du Génie Militaire, le Colonel KAMGAIN JACKSON,** ce programme vise l'objectif suivant : « **Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun** ». Il peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du Ministère de la Défense**»*
Les forces de défense disposent de ressources humaines, matérielles et infrastructurelles leur permettant, non seulement d'accomplir les missions traditionnelles qui leur sont assignées, mais aussi d'apporter un concours actif et significatif au programme de développement socio-économique du pays. En effet, du fait de son implantation effective sur l'ensemble du territoire national et des compétences dont elles disposent, les Forces de Défense sont amenées à soigner, construire et éduquer les populations, contribuant ainsi de manière significative au développement socio-économique du Cameroun dans le cadre du lien sacré Armée-Nation appelé de tous ses vœux par le Chef de l'Etat, Chef des Armées, et du concept de la « Défense Populaire » qui fonde la politique de Défense de notre Pays.
Dans ce cadre, les structures hospitalières des Forces de Défense ne font aucune discrimination entre les citoyens, et s'occupent aussi bien des militaires que des patients civils qui se présentent dans leurs formations. Il en est de même des enseignements primaire, maternel et professionnel dispensés dans les écoles créées dans les casernes militaires.
Dans le même ordre d'idées et afin de disposer d'une capacité opérationnelle et réactionnelle toujours plus grande, les unités de Génie Militaire interviennent de manière appréciable dans la construction et l'entretien des infrastructures vitales au développement socio-économique du Cameroun ; notamment dans les zones difficiles d'accès et les zones d'insécurité où les entrepreneurs privés éprouvent des difficultés d'exécution de leurs prestations.

d. PROGRAMME SUPPORT N°168 :
« GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR DEFENSE»

Placé sous la responsabilité du ***Secrétaire Général du Ministère de la Défense, M. Hamadou VINDJEDOU,*** *ce programme a pour objectif «* ***Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense*** *» et peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur «****Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense****».*

Au-delà des fonctions opérationnelles menées par les unités combattantes des différentes formations des forces de défense, la Défense nationale camerounaise est un vaste chantier, qui nécessite un pilotage judicieux et une coordination permanente de l'ensemble des organismes concourant à sa mise en œuvre.
La gouvernance et l'appui institutionnel du sous secteur Défense Nationale se veut donc une activité lourde et nécessite la mise en place d'un ensemble d'organismes et d'actions afin de coordonner avec efficience la mise en œuvre d'une politique publique efficace de Défense Nationale au Cameroun. Dans ce cadre, la spécificité des missions et des activités du Ministère de la Défense ne dispense pas pour autant notre Département ministériel de l'accomplissement des tâches administratives générales, de prise en charge des dépenses communes à l'ensemble du ministère, et des charges spécifiques liées à l'activité de Défense Nationale. Dans le même sens, la mise en œuvre des prescriptions gouvernementales en matière d'efficacité et d'efficience de l'action publique, de lutte contre la corruption, de lutte contre les MST SIDA, de définition conceptuelle et d'adaptation permanente de la politique de Défense Nationale, appellent à des actions cohérentes et réfléchies.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

De prime abord, le rappel des missions du Ministère de la Défense permettrait de délimiter, au regard des textes règlementaires en vigueur, son périmètre de compétence. En effet, de par les dispositions pertinentes contenues dans le Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministère de la Défense, placé sous l'autorité d'un Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de défense.

A ce titre, il est chargé :
- *de l'étude du plan de défense ;*
- *de la mise en œuvre de la politique nationale de défense ;*
- *de la coordination et du contrôle des forces de défense ;*
- *de l'organisation et du fonctionnement des Tribunaux Militaires ;*

- *du suivi de la coopération militaire.*

Il est assisté de deux (02) Secrétaires d'Etat :
- *le Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie ;*
- *le Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.*

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les quatre (4) programmes du Ministère de la Défense ont été mis en œuvre dans un environnement marqué par le contexte sociopolitique et économique du Cameroun et les nombreux défis sécuritaires à relever sur le long, moyen et court terme.
Nous pouvons citer entre autres :

*- la concrétisation de la vision 2035 qui est de « **faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité** », et de la stratégie pour la croissance et l'emploi. Le Ministère de la Défense, pour l'atteinte de cet objectif national, se doit de doter le pays d'une armée moderne, professionnelle et en phase avec son époque.*
- La mise en place des institutions issues de la réforme de 2001 qui est une priorité du Ministère de la Défense et qui s'inscrit dans le long terme ;
- la sécurisation du territoire national et la pérennisation de la souveraineté du pays sur ses ressources naturelles ;
- l'amélioration du climat des affaires par un renforcement qualitatif de la protection des personnes et des biens à travers le déploiement d'une gendarmerie de proximité, menant avec rigueur et professionnalisme ses missions, et la réduction des délais d'intervention des sapeurs-pompiers;
- la lutte contre l'insécurité dans ses formes évolutives et la résurgence des fléaux tels que le phénomène des coupeurs de route et preneurs d'otages, contre lesquels la lutte doit être poursuivie avec rigueur et persévérance ;
- la participation des Forces de Défense à la lutte contre l'insécurité routière et les accidents de la route ;
- la participation des Forces de Défense au rayonnement international de notre pays par la participation de nos unités opérationnelles aux opérations de Maintien de la Paix, conformément à nos obligations internationales et aux hautes prescriptions du Chef de l'Etat, Chef des Armées ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels des Forces de Défense, engagement réaffirmé par le Chef de l'Etat lors du Cinquantenaire des Forces de Défense au mois de Décembre 2010 à Bamenda, et qui participe de l'option de modernisation et de professionnalisation de notre outil de défense.

Cadre institutionnel rénové d'exécution des programmes *:*
Le système financier et budgétaire de l'Etat a connu une illustre rénovation depuis

l'institutionnalisation par la loi N°2007/006 du 26 Décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat, du budget programme. L'administration publique en général et le Ministère de la Défense en particulier s'est arrimé à cette politique de Gestion axée sur les Résultats (GAR) visant la poursuite des objectifs et la conduite des politiques publiques.

Conformément aux prescriptions du RFE, des responsables de programmes ont été désignés au sein des ministères pour le pilotage opérationnel des actions relevant de chaque programme. Les interactions entre ces nouveaux acteurs et les acteurs traditionnels de la gestion des finances publiques (ordonnateurs et comptables) sont des aspects pris en compte pour parvenir à une cohérence d'ensemble de l'exécution budgétaire.

A cet effet, il a fallu enclencher les travaux préparatoires à l'arrivée d'un autre acteur, le contrôleur de gestion, dont le rôle devra être pris en compte dans le pilotage et le suivi des performances des programmes.

Au niveau du Comité Interministériel d'Examen des Programmes (CIEP), le travail en profondeur sur le contenu des programmes des différents départements ministériel afin de déterminer un cadre harmonisé de présentation des programmes supports a été validé pour veiller à cette cohérence d'ensemble nécessaire à la réussite de la réforme du budget programme.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

D'autre fait majeurs sont à relever parce qu'ayant influencé la mise en œuvre des programmes du Ministère de la Défense au cours de l'année 2014 :

- *Le recrutement des personnels ;*
- *La création et la réorganisation de certaines formations et unités de la Gendarmerie Nationale ;*
- *La réorganisation du Commandement militaire territorial avec l'activation et la création par le Chef des Armées des unités et formations de la 21e BRIM et de la 22e BRIM ;*
- *L'opérationnalisation des trois Régiments du Génie dans les (11e REGEN, 21e REGEN, 31 ^{e} REGEN) ;*
- *La poursuite de la mise en œuvre du projet DEFEX dont l'objectif est la sécurisation de la façade maritime;*
- *L'acquisition d'un certain nombre de vecteurs navals pour la Marine nationale;*
- *La mise en place des nouvelles formations de l'Armée de l'Air ;*
- *L'acquisition de vecteurs aériens pour l'Armée de l'Air ;*
- *L'organisation d'exercices multinationaux par le Cameroun (CENTRAL ACCORD 2014, ALLIGATOR 2014, OBANGAME EXPRESS 2014) ;*
- *La participation des Forces de défense aux opérations de maintien de la paix tel que la RCA ;*
- *La participation à des exercices multinationaux notamment « LOUANGO 2014 » ;*

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 166

RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE

Responsable du programme

Général de Corps d'Armées René Claude MEKA

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'essentiel des informations relatives à ce programme est présenté dans le tableau ci-après.

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire.		
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des tableaux des effectifs et dotations des unités operationelles des Forces de Defense	
	Unité de mesure	%	
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2013	
	Valeur Cible Année cible:	0.0 2014	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE	
	Action 02:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE	
	Action 03:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME	
	Action 04:	SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE	
	Action 05:	INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL	
	Action 06:	APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE	
	Action 07:	COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES	
DOTATIONS INITIALES	AE 103 852 102 298		CP 103 554 602 298
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Général de Corps d'Armées René Claude MEKA,		

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 166 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un environnement global marqué par l'instabilité dans les pays voisins, engendrant une insécurité tant aux frontières nationales qu'à l'intérieur du territoire. Par ailleurs, la volonté affirmée de la hiérarchie de se mettre à l'avant-garde des défis sécuritaires régionaux et sous régionaux demeure une interpellation forte pour nos forces de Défense.

Pour ce qui est de l'insécurité, l'instabilité dans les pays voisins et dans les frontières EST et Extrême Nord du pays a occasionné des flux migratoires déversant à l'intérieur du territoire national des populations dont certaines dévoilent des velléités agressives qu'il a fallu contenir. Pour ce faire, il s'est présenté la nécessité de créer et activer de nouvelles unités opérationnelles, suivie d'un renforcement des capacités de ces dernières en effectifs et en matériels. L'objectif majeur était de garantir les conditions optimales de réalisation d'un développement socio-économique durable. L'implication dans les défis sécuritaires sous régionaux, a permis d'intensifier la préparation des forces grâce à des entraînements et manœuvres militaires d'exercice. De plus, une remise à niveau des moyens logistiques a été amorcée, permettant aux personnels engagés de disposer de moyens modernes.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme 166 est d'améliorer les dispositifs terrestre, aérien et maritime de la Défense du Territoire.
Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agit entre autres de parvenir à installer une couverture sécuritaire des composantes Terre, Air et Mer du territoire Camerounais, gage de stabilité aux fins d'une croissance économique améliorée, de procéder au renforcement des capacités opérationnelles des personnels des Forces de Défense et enfin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des hommes.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	Classifiée SD	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 109 039 849 327	CP 108 742 349 327
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -983 784 287	Ecart CP -983 784 287
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 108 056 065 040	CP 109 771 185 663
TAUX DE CONSOMMATION	99,1 %	100,9 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	*Ce programme affiche un niveau d'exécution appréciable permettant d'assurer une couverture sécuritaire optimale du territoire national tout en faisant face aux menaces frontalières. Toutefois, des efforts supplémentaires seront sollicités pour parvenir à une couverture plus étendue des actions militaires grâce à l'activation totale des unités opérationnelles nouvellement créées et leur dotation en équipements.*	
PERSPECTIVES 2015	• *Renforcement des capacités opérationnelles de l'Armée de Terre pour une meilleure sécurisation du territoire national;* • *Renforcement des moyens de défense aérienne avec l'acquisition de vecteurs de combats modernes;* • *Montée en puissance des unités des fusilliers marins et palmeurs de combat dans le cadre de la sécurisation des eaux intérieures, objet constant de convoitise, de trafic illicites et incursions de bandes armées étrangères;* • *Amélioration du soutien aux unités opérationnelles grâce à un déploiement régional des structures de soutien;* • *Augmentation de l'offre de formation accompagnée d'une remise à niveau des centres d'instruction tant sur le plan infrastructurel que matériel;* • *Multiplication des études, prospectives et des inspections techniques en vue de l'amélioration de la mise en condition opérationnelle des forces.*	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE

Cette action a connu un niveau d'exécution s??isfai?a??. ?n effet, tout?s mes activ??és;?révues…nbap; à défaut d'avoir été exécutées ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

OBJECTIF	Réaliser les tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles de l'Armée de Terre							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation du TED des unités opérationnelles terrestres					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2014						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	The values of the programme indicator are still available in the statistical services of THE MINISTRY OF DEFENCE and cannot be presented in this document since they are considered as classified information under OS					Classifiée SD	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 233 476 000	2 233 476 000	2 233 476 000	2 233 476 000	1 663 686 342	2 030 346 898	74,5 %	90,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	· *Contexte caractérisé par l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense terrestre du territoire national au regard de la situation sécuritaire ;* · *Montée en puissance des nouvelles unités opérationnelles de l'armée de terre* *. Poursuite des entrainements des forces et manœuvres militaires*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- *03 infrastructures réhabilitées au profit des unités opérationnelles des Armées (BRIM, SM…)* *- 08 infrastructures construites au profit des unités opérationnelles des Armées (PC de Brigade, BTAP, Centre d'entrainement des Forces Terrestres, BSA)*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisant. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.*							
Perspectives 2015	*Horizon 2014- 2015 :* · *Renforcement des capacités opérationnelles de l'armée de terre pour une meilleure sécurisation du territoire national ;* · *Poursuite de la montée en puissance des Brigades d'infanterie motorisée avec leurs Bataillons (BIM, BCS, BA) ;* · *Activation de la Brigade d'Intervention Rapide ;* · *Achat de nouveaux équipements spécifiques ;* · *Construction des Centres d'entrainement en milieu de foret, de montagnes et désertique respectivement à Motcheboum, Babadjou et Mindif ;* · *Construction des postes de commandement des unités opérationnelles.*							

Action 02 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE

Niveau d'exécution globalement satisfaisant.
Cependant, les exigences de l'aéronautique ne rendent pas visibles les efforts entrepris. Le niveau d'exécution serait plus appréciable si davantage de moyens étaient alloués, pour une réalisation des activités par groupe, tel que relevé l'année passée.

OBJECTIF	Réaliser les Tableaux des Effectifs et Dotations des Unités opérationnelles de l'Armée de l'Air							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation du TED des unités opérationnelles aériennes				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		The values of the programme indicator are still available in the statistical services of THE MINISTRY OF DEFENCE and cannot be presented in this document since they are considered as classified information under OS.				Classifiée SD	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 003 857 298	906 857 298	1 012 542 298	915 542 298	946 488 061	691 595 842	93,5 %	75,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Contexte caractérisé par l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense aérienne du territoire, au regard de la situation sécuritaire aux frontières, de l'engagement opérationnel de l'Armée de l'Air et de l'activation des unités opérationnelles nouvellement créées.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*- 02 infrastructures réhabilitées au profit des unités opérationnelles (Bases Aériennes 201 et 301) ;* *- 03 Infrastructures au profit au profit des unités opérationnelles (Bases Aériennes 101 et 102) ;* *- Acquisition des hélicoptères Z9 au profit de l'Armée de l'Air.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Niveau d'exécution globalement satisfaisant.* *Cependant, les exigences de l'aéronautique ne rendent pas visibles les efforts entrepris. Le niveau d'exécution serait plus appréciable si davantage de moyens étaient alloués, pour une réalisation des activités par groupe, tel que relevé l'année passée.*							
Perspectives 2015	*Horizon 2015 – 2016 :* *· poursuite de la montée en puissance des Forces Aériennes, en vue d'améliorer l'appui à aux autres forces, tout en poursuivant la surveillance des frontières.* *· Les activités futures concernent :* *ü Le renforcement des moyens de défense aérienne avec la poursuite de l'acquisition de vecteurs de combats modernes ;* *ü L'acquisition de moyens radars nécessaires à l'opérationnalisation des Centre de Surveillance et de Détection ;* *ü La réhabilitation du champ de tir de Tchabal et la création d'un Champ de tir à Lagdo, pour l'entrainement des pilotes de combat au tir air-sol ;* *ü La construction d'un centre d'entrainement des commandos de l'air à Bamenda ;* *ü La construction des postes de commandement des unités opérationnelles nouvellement créées ;* *ü L'amélioration des capacités de maintenance des aéronefs avec la construction des hangars avions dans les Bases Aériennes de Bertoua, Bamenda et Ngaoundéré ;* *ü La poursuite du recrutement des personnels en mettant l'accent sur les spécialités opérationnelles de l'Armée de l'Air.*							

Action 03 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME

Le maintien en condition opérationnelle des unités navales existantes a permis d'affirmer au mieux la présence de l'Etat en mer, renforcée par l'accroissement du potentiel naval et l'installation en cours d un système de surveillance côtière.

OBJECTIF	Réaliser les Tableaux des effectifs et Dotations des unités operationnelles de la Marine Nationale							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation du TED des unités opérationnelles de la Marine Nationale				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		The values of the programme indicator are still available in the statistical services of THE MINISTRY OF DEFENCE and cannot be presented in this document since they are considered as classified information under OS				Classified OS	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	559 278 000	559 278 000	524 278 000	524 278 000	514 009 696	482 839 326	98 %	92,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Contexte marqué par la recrudescence du phénomène de piraterie maritime dans le golfe de Guinée et les engagements internationaux du Cameroun de contribuer efficacement à la mise en place d une plateforme commune de lutte contre ce phénomène.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *01 infrastructure réhabilitée au profit des unités opérationnelles des Armées (BAND) ;* · *02 infrastructures construites au profit des unités opérationnelles des Armées (FORFUMACO, COPALCO) ;* *. Acquisition d'équipements spécifiques (Commandement des Opérations Maritimes)*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Le maintien en condition opérationnelle des unités navales existantes a permis d'affirmer au mieux la présence de l'Etat en mer, renforcée par l'accroissement du potentiel naval et l'installation en cours d un système de surveillance côtière.*							
Perspectives 2015	*A l'horizon 2015 - 2018 :* · *Montée en puissance des unités de fusiliers marins et Palmeurs de combat dans le cadre de la sécurisation des eaux intérieures, devenues elles aussi l'objet de trafics illicites et incursions de bandes armées étrangères ;* · *Poursuite de l'acquisition des vecteurs navals.*							

Action 04 SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE

Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisante. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur

OBJECTIF	Assurer avec efficacité le soutien logistique des unités opérationnelles des Armées							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des matériels fonctionnels des Armées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		The values of the programme indicator are still available in the statistical services of THE MINISTRY OF DEFENCE and cannot be presented in this document since they are considered as classified information under OS				Classified OS	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	92 542 192 000	92 540 692 000	97 772 115 510	97 770 615 510	97 772 115 510	99 853 989 005	100 %	102,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Nécessité d'apporter aux unités opérationnelles des forces de défense un soutien organisé en quantité et en qualité dans les différentes natures de besoins déterminés.* *Il s'agit du soutien des personnels (solde, alimentation, HCCA), du soutien des matériels, du soutien en carburant et lubrifiants …*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*- Groupes électrogènes, matériels de sonorisation, tenues de parade, électrification acquis (DIRMATIA) ;* *- 02 camions IVECO TRACKER acquis (BEAG) ;* *- 01 infrastructure réhabilitée au profit des unités opérationnelles des Armées (DIRCIA) ;* *- Equipements spécifiques au profit des unités opérationnelles acquis (COM, CSRS).*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisante. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.*							
Perspectives 2015	*Horizon 2016- 2018 :* *Les actions en faveur de la satisfaction des besoins en soutien logistique des unités opérationnelles seront intensifiées.* *Un accent particulier sera mis sur la recherche de l'autonomisation des Forces de Défense en matière de restauration collective, avec l'acquisition d'équipements de cuisine de campagne pour mieux soutenir les diverses mobilisations.* *En outre, des études seront menées en vue de la déconcentration du soutien, avec la mise en place des pôles régionaux d'intervention, dans le but de réduire les délais en rapprochant la logistique des unités opérationnelles.*							

Action 05 INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL

· La réfection du bâtiment du CRM a permis une meilleure coordination de ce secteur d'activités, grâce à l'installation des différents services centraux.

. L'acquisition de moyens de communication et de télécommunication, leur dotation à différentes échelles de la hiérarchie et des structures chargées de la collecte du renseignement ont apporté une amélioration certaine dans la performance des services concernés.

OBJECTIF	Rechercher des renseignements opérationnels en vue d'appuyer la prise de décision opérationnelle pour l'activité des Forces de Défense							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de bulletins de renseignement s emis par les structures en charge de la collecte de renseignement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4270.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		4697.0				93.68	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4670					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	188 210 000	188 210 000	180 399 699	180 399 699	174 403 670	175 528 673	96,7 %	97,3 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*La naissance de plusieurs foyers tension tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire pose un impératif de renforcement du dispositif de collecte et de diffusion du renseignement opérationnel.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*· 01 infrastructure réhabilitée au profit des unités opérationnelles des Armées (salle OPS du CRM) ;* *. Mobilier de bureau pour les structures de renseignement acquis (Antennes SEMIL Buea et Ngaoundéré) ;*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*· La réfection du bâtiment du CRM a permis une meilleure coordination de ce secteur d'activités, grâce à l'installation des différents services centraux.* *. L'acquisition de moyens de communication et de télécommunication, leur dotation à différentes échelles de la hiérarchie et des structures chargées de la collecte du renseignement ont apporté une amélioration certaine dans la performance des services concernés.*							
Perspectives 2015	*Horizon 2014-2015 :* *Les actions à mener consistent en une meilleure couverture du territoire national.* *De même, des études seront menées en faveur de déploiement régional de cette activité, notamment dans les zones présentant des risques sécuritaires particuliers.* *Il est également projeté, l'acquisition des équipements spécifiques dédiés au renseignement électronique.*							

Action 06 APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE

Malgré les efforts consentis et les quantités sus évoquées, l'offre de formation demeure insuffisante tant et si bien qu'il faut non seulement doter les formations nouvellement créées, mais aussi constituer des effectifs nécessaires à la mobilisation des forces afin de faire face à toutes les formes de menaces pouvant altérer de manière continue le processus de développement en cours sur le territoire national.
Néanmoins, la cible n'a pas été atteinte motif pris du fait que la situation sécuritaire aux frontières EST et Extrême Nord du pays nécessite le maximum d'hommes sur le terrain. Les effectifs des stages ont été revus à la baisse afin de continuer à assurer la sécurisation des frontières tout en accroissant le potentiel intellectuel des hommes.

OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels des Armées							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stagiaires formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		5720.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		6006.0				97,68	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		5867					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 706 150 000	1 507 150 000	1 696 315 000	1 497 315 000	1 558 396 497	1 418 398 809	91,9 %	94,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*L'une des prescriptions du chef de l'Etat, Chef des Armées, étant le rajeunissement des effectifs, les unités opérationnelles, bien qu'en sous effectifs, reçoivent de manière depuis peu un personnel de plus en plus jeune, qualifié et compétent, disposant de connaissances sans cesse actualisées en ce qui concerne les techniques militaires et le maniement des armements modernes, du fait des multiples recrutements et formations continues.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*· 03 infrastructures construites au profit des Ecoles et Centres d'Instruction des Armées (ESIG, EPAEM)* *· Matériels spécifiques acquis* *. Enclenchement du processus de recrutement et de formation de plus de 5 000 personnels militaires (EOA, ESOA, et MDR).*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Malgré les efforts consentis et les quantités sus évoquées, l'offre de formation demeure insuffisante tant et si bien qu'il faut non seulement doter les formations nouvellement créées, mais aussi constituer des effectifs nécessaires à la mobilisation des forces afin de faire face à toutes les formes de menaces pouvant altérer de manière continue le processus de développement en cours sur le territoire national.* *Néanmoins, la cible n'a pas été atteinte motif pris du fait que la situation sécuritaire aux frontières EST et Extrême Nord du pays nécessite le maximum d'hommes sur le terrain. Les effectifs des stages ont été revus à la baisse afin de continuer à assurer la sécurisation des frontières tout en accroissant le potentiel intellectuel des hommes.*							

Perspectives 2015	*Horizon 2015- 2018 :* *L'augmentation de l'offre de formation nécessite au préalable la remise à niveau des écoles et centres d'instruction tant sur le plan infrastructurel que matériel, le potentiel intellectuel étant mis à jour de façon continuelle. Les recrutements devraient être poursuivis pour résorber le problème de sous effectif dû d'une part, à la création et l'activation des nouvelles formations et unités opérationnelles, et d'autre part, au déploiement des hommes tant sur les multiples fronts où les menaces s'avèrent récurrentes et sur le plan multinational.*

Action 07 COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES

Ces réunions ont permis d'apprécier les différents renseignements opérationnels en vue d'orienter les décisions stratégiques de la très haute hiérarchie.

OBJECTIF	Commander et Coordonner avec efficacité l'activité des unités opérationnelles des Armées							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réunions de coordinationde missions de contrôle et d'inspections organisées au niveau des structures des Armées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		913.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		959.0				100	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		960					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 618 939 000	5 618 939 000	5 620 722 820	5 620 722 820	5 426 965 265	5 118 487 110	96,6 %	91,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	· *Attaques aux frontières et incursions de la rébellion SELEKA à l'EST et de la secte BOKO HARAM au Septentrion ;* · *piraterie maritime.* . *Activation de nouvelles unités et montée en puissance des Forces.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *04 infrastructures construites au profit des structures de coordination des Armées (EMA, EMAT, EMAA)* . *Matériels spécifiques acquis au profit (EMAA, RMIA 2 et 3)*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Ces réunions ont permis d'apprécier les différents renseignements opérationnels en vue d'orienter les décisions stratégiques de la très haute hiérarchie.*							
Perspectives 2015	*Horizon 2015- 2018 :* *Poursuite des actions engagées, multiplication des études prospectives et des inspections techniques en vue de l'amélioration de la mise en condition opérationnelle des forces.*							

2014
RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 168

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE

Responsable du programme

Secretaire General du Ministère de la Defense

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'essentiel des informations relatives à ce programme est présenté dans le tableau ci-après.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes au Ministère de la Défense	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	90.0 2014
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE
	Action 02:	SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE
	Action 03:	COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE
	Action 04:	APPUI INSTITUTIONNEL A LA MISE EN OEUVRE ET AU SUIVI DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE
	Action 05:	APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE
	Action 06:	ASSISTANCE ET RÉINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE
DOTATIONS INITIALES	AE 45 534 911 000	CP 45 111 662 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Secretaire General du Ministère de la Defense,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 168 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte général caractérisé d'une part, par la résurgence des menaces non conventionnelles dans nos frontières, pouvant porter atteinte à la fois à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Cameroun et, aussi handicaper lourdement son développement socio-économique.

En outre, l'année 2014 a été marquée par :

- La poursuite du déploiement de personnels dans les missions diplomatiques ;

-L'acquisition de matériels majeurs au profit des Forces de défense et le recrutement des personnels ;

-La participation active des forces de défense camerounaises aux missions de maintien de la paix notamment en RCA, au Congo.

Cet environnement est aussi marqué par l'amélioration du système de gestion axé sur les résultats avec notamment la mise en place d'outils et mécanismes visant à rendre l'administration plus performante. Ceci passe par la poursuite de la mise en œuvre du pilotage et une meilleure coordination de l'ensemble des structures du MINDEF en vue d'atteindre avec le minimum de moyens et le maximum d'efficacité, les objectifs assignés au MINDEF.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

Le programme 168 du Ministère de la Défense a pour objectif d'améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINDEF. Pour mesurer l'atteinte de cet objectif majeur, il a été retenu comme indicateur : Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense dont la cible en 2014 a été fixée à 100%.

Au terme de l'année 2014 et compte tenu du niveau d'exécution des quatre programmes du département, il apparaît un taux de réalisation des activités annuelles budgétisées aux alentours de 89%, ce qui permet au Ministère de la Défense, à la fin de la deuxième année de mise en œuvre de son programme budgétaire triennal, de se rapprocher de la cible projetée dès le départ.

Cette performance a été possible notamment grâce : au renforcement de la coordination stratégique, une meilleure gestion des ressources humaines, une utilisation plus judicieuse des moyens affectés aux différents programmes ; le renforcement des capacités des personnels, enfin, une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Ministère.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	***98,9***	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	89	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 40 147 826 592	CP 39 724 577 592
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -5 387 084 408	Ecart CP -5 387 084 408
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 37 271 652 397	CP 34 573 726 647
TAUX DE CONSOMMATION	92,8 %	87 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	*Malgré le fait que l'objectif de 100% n'a pas été atteint pour cause des facteurs exogènes (existence des goulots d'étranglement dans le processus de passation des marchés, la défaillance de certains entrepreneurs, etc.), les résultats obtenus restent assez satisfaisants.*	
PERSPECTIVES 2015	· *Automatisation et dématérialisation de la gestion du courrier dans certaines directions administratives ;* · *Renforcement du cadre réglementaire par l'élaboration d'un manuel de procédures du MINDEF.* *. Amélioration du cadre et des conditions de travail (achats des matériels informatiques, des mobiliers de bureau, construction des forages, etc).*	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE

Ce résultat s'explique par une meilleure implication des différentes structures dans la coordination des activités du MINDEF, et grâce aussi à la mise en œuvre d'une politique managériale de pilotage efficace.

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement de toutes les structures du Ministère							
Indicateur	Intitulé:		Niveau de mise en place du dispositif de pilotage de la gestion axée sur la performance au MINDEF				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		70.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		75.0				80	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		74					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 703 039 000	1 695 589 000	1 467 941 910	1 460 491 910	1 417 238 169	1 383 849 038	96,5 %	94,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué d'une part par une meilleure appropriation des concepts, des outils techniques (PROBMIS) de pilotage du budget programme et d'autre part par la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités urgentes découlant de l'état de crise à nos frontières.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Elaboration et suivi de la feuille de route annuelle* · *Elaboration et suivi du plan d'action ministériel* · *Elaboration des documents de planification et de programmation budgétaire du MINDEF (stratégie ministérielle, plan d'action prioritaire, cadre de dépenses à moyen terme, projet de performance des administrations…* · *Poursuite de la mise en place des cadres de pilotage au niveau ministériel et au niveau de chaque programme* *Amélioration du cadre de travail (une infrastructure construite ; matériels topographiques ou études techniques (DDMI) ; 03 groupes électrogènes acquis).*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Ce résultat s'explique par une meilleure implication des différentes structures dans la coordination des activités du MINDEF, et grâce aussi à la mise en œuvre d'une politique managériale de pilotage efficace.*							
Perspectives 2015	*Horizon 2015 :* · *Automatisation et dématérialisation de la gestion du courrier dans certaines directions administratives ;* *Renforcement du cadre réglementaire par l'élaboration d'un manuel de procédures du MINDEF.*							

Action 02 SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE

Ces résultats se justifient par très peu de difficultés rencontrées essentiellement dus à l'anticipation des services centraux.

OBJECTIF	Prendre en charge l'ensemble des besoins communs des Forces de Defense							
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du budget					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	93.0						
	Année cible:	2014						
	Valeur Cible	97.0					90	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	96.6						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	40 014 757 000	39 598 958 000	35 146 984 712	34 731 185 712	32 331 918 986	31 466 605 622	92 %	90,6 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par la multitude des conflits frontaliers qui se traduit par la nécessité d'activer, d'équiper de nouvelles Brigades d'Infanterie motorisé et de les soutenir dans leur manœuvre sur le terrain des opérations.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Acquisition des équipements et matériels spécifiques* · *Acquisition es équipements et des matériels ordinaires* . *Acquisition des moyens roulants*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Ces résultats se justifient par très peu de difficultés rencontrées essentiellement dus à l'anticipation des services centraux.*							
Perspectives 2015	· *Poursuite du programme d'acquisition en matériels, des équipements* . *Poursuite des programmes de réhabilitation des infrastructures en vue du maintien du niveau opérationnel.*							

Action 03 COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE

Les résultats obtenus, même si ils n'ont pas atteint les valeurs cibles, il n'en demeure pas moins qu'ils sont à encourager dans la mesure où, dans le cadre de la coopération internationale, le facteur temps a une certaine importance en négociations diplomatiques, ainsi que le coût énorme des projets de coopérations militaire.

OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les missions de coopération militaire							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de projets de coopération internationale avec les pays alliés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		28.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		35.0				85.71	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		34					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 846 020 000	1 846 020 000	1 843 554 744	1 843 554 744	1 843 554 742	27 104 742	100 %	1,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par les demandes en équipements consécutifs aux conflits frontaliers et à l'activation et la montée en puissance des nouvelles formations.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Activités pointues de formation des personnels* · *Achat de 20 véhicules de représentation et de fonction les missions nouvellement activées* . *Réhabilitation de la résidence de l'Attaché de Défense de Washington.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Les résultats obtenus, même si ils n'ont pas atteint les valeurs cibles, il n'en demeure pas moins qu'ils sont à encourager dans la mesure où, dans le cadre de la coopération internationale, le facteur temps a une certaine importance en négociations diplomatiques, ainsi que le coût énorme des projets de coopérations militaire.*							
Perspectives 2015	*Accentuer et renforcer la Coopération Militaire par la recherche des partenariats et formations pour les personnels.*							

Action 04 APPUI INSTITUTIONNEL A LA MISE EN OEUVRE ET AU SUIVI DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE

En grande partie, les ressources de la coordination ont été utilisées pour le déploiement des missions de contrôle en vue d'un meilleur suivi du contrôle des administrations, des matériels et des personnels des Forces de Défense.

OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'élaboration de la politique de Défense Nationale							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de reunions de coordination effectués en administration centrale, nombre de missions d'inspection et de contrôle effectués sur le terrain				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		291.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		306.0				86.7	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		303					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 335 795 000	1 335 795 000	1 147 846 108	1 147 846 108	1 140 047 265	1 162 478 491	99,3 %	101,3 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par le pilotage et la supervision de la conduite de la mise sur pied des forces et du soutien des opérations sur les différents théâtres.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Multiplication des activités de contrôle et d'inspection dans les unités et les formations.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*En grande partie, les ressources de la coordination ont été utilisées pour le déploiement des missions de contrôle en vue d'un meilleur suivi du contrôle des administrations, des matériels et des personnels des Forces de Défense.*							
Perspectives 2015	*Optimiser le suivi et le contrôle des administrations, matériels et des personnels des Forces de Défense.*							

Action 05 APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Assurer un meilleur suivi et contrôle des administrations des matériels et des personnels de la Gendarmerie Nationale.

OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'elaboration de la politique d'utilisation des Forces de la Gendramerie Nationale							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réunions de coordination effectués en administration centrale, nombre de missions d'inspection et de contrôle effectués sur le terrain				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		893.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		938.0				91,11	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		934					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	198 200 000	198 200 000	134 609 997	134 609 997	134 009 997	130 604 997	99,6 %	97 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*L'appui institutionnel aux activités des Unités de la Gendarmerie Nationale a été exécuté dans un souci d'avoir une administration performante en assurant un meilleur fonctionnement des services de la Gendarmerie Nationale avec un minimum de moyens.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Activités d'inspection et de contrôle* · *Activités de conseil et assistance aux Unités Opérationnelles de la Gendarmerie sur le terrain* . *Coordination des activités sur le terrain.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Assurer un meilleur suivi et contrôle des administrations des matériels et des personnels de la Gendarmerie Nationale.*							
Perspectives 2015	*Optimiser le suivi et le contrôle des administrations, matériels et des personnels de la Gendarmerie Nationale.*							

Action 06 ASSISTANCE ET RÉINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Suite exactions aux frontières du Cameroun, les Forces de Défense connaissent un accroissement significatif du nombre de victimes de guerre et il a été impératif d'avoir une structure chargée de leur accompagnement et de leur assistance au sein de l'institution militaire.

OBJECTIF	Appuyer et coordonner l'assistance et la réinsertion des Anciens Combattants et Victimes de Guerre dans la vie civile							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		95.0				78	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		93.9					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	437 100 000	437 100 000	406 889 121	406 889 121	404 883 238	403 083 757	99,6 %	99,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Nécessité de reconnaitre, d'assister et d'accompagner les anciens militaires et victimes de guerre dans leur réinsertion dans la vie civile* *Faciliter l'accès à leurs droits (pension retraite et soins médicaux etc.).*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Du suivi des anciens combattants et victimes de guerre en liaison avec les autres administrations ;* · *De la mise en œuvre, en liaison avec les administrations compétentes, de tous les programmes gouvernementaux destinés à l'assistance, à l'encadrement et à la réinsertion des anciens et victimes de guerre ;* *De la prise en compte des préoccupations des anciens combattants et victimes de guerre dans les stratégies de développement du pays.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Suite exactions aux frontières du Cameroun, les Forces de Défense connaissent un accroissement significatif du nombre de victimes de guerre et il a été impératif d'avoir une structure chargée de leur accompagnement et de leur assistance au sein de l'institution militaire.*							
Perspectives 2015	· *Opérationnalisation des délégations régionales et désignation des responsables départementaux des structures de SED/ACVG au sein du territoire National.*							

2014
RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 169

PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Responsable du programme

Colonel KAMGAING Jackson

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'essentiel des informations relatives à ce programme est présenté dans le tableau ci-après.

OBJECTIF	Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun		
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF	
	Unité de mesure	%	
	Valeur de référence: Année de référence:	50.0 2013	
	Valeur Cible Année cible:	75.0 2014	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE	
	Action 02:	AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES	
	Action 03:	PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONELLE	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 785 915 000		CP 1 385 915 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Colonel KAMGAING Jackson,		

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 169 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte du lien « armée-nation » pour la participation du ministère de la Défense dans les actions civilo-militaires où le Génie militaire et la Santé militaire sont d'un apport considérable dans le processus de développement durable de la nation.

L'Etat camerounais s'est fixé comme objectif de faire du Cameroun un pays émergent. A cet effet, toutes les structures étatiques et leurs démembrements doivent contribuer à l'atteinte de cet objectif important. Fort de leur potentiel en ressources humaines, infrastructurelles et en équipements, les Forces de défense peuvent non seulement remplir leurs missions régaliennes traditionnelles mais également apporter une aide significative au mouvement national de développement socio-économique. C'est ainsi que les forces de défense de part leur implantation sur l'ensemble du territoire national, du sens élevé des responsabilités et de leurs compétences avérées, si elles sont sollicitées, s'impliquent fortement dans le développement socio-économique du Cameroun. D'importants moyens ont été alloués aux forces de défense pour se doter en équipements et matériels importants pour le Génie militaire, l'amélioration du plateau technique des structures hospitalières et l'amélioration du cadre de travail réservé à l'enseignement.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme 169 est d'apporter un appui dans les domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun. Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agit de porter le taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF à hauteur de 75%. En 2014, on peut relever une augmentation des travaux routiers de désenclavement, l'accès aux soins de santé primaire pour les populations, l'éducation et la réinsertion des militaires. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2014 se situe à 86,7% de l'objectif fixé par l'indicateur. Le résultat technique est de 73% pour l'année 2014.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	*73%*	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	89	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 869 184 998	CP 1 469 184 998
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -83 269 998	Ecart CP -83 269 998
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 455 961 864	CP 1 247 720 926
TAUX DE CONSOMMATION	77,9 %	84,9 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	*Les sollicitations des services de soutien ont eu un impact considérable dans l'action du MINDEF pour ce qui est de l'appui au développement.*	
PERSPECTIVES 2015	*Pour répondre efficacement aux sollicitations diverses pour le développement national, il est impératif d'augmenter le nombre des structures de soutien à travers le territoire national.*	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE

Le résultat escompté de 90% n'a pas été atteint par ce que certains moyens ont été affectés dans la zone opérationnelle de l'extrême nord.

OBJECTIF	Donner un appui technique à l'effort national de construction et de réhabilitation des infrastructures vitales pour le développement							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des sollicitations relatives aux travaux de Génie Civil				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		75.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		90.0				80	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		87					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	552 050 000	552 050 000	635 319 998	635 319 998	598 677 524	623 983 712	94,2 %	98,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Ces activités ont été menées dans un contexte marqué par la difficulté d'accès dans certaines zones.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Sécurisation des ouvrages civils et militaire (base du Génie Militaire à ZAMENGOE, Démolition d'un immeuble R+3 à Douala) ;* · *Intervention urgence pour la construction des digues suite aux inondations à MAGA ;* · *Aménagement du parc National de BOUBA-NDJIDDA ;* · *Aménagement des axes routiers (boulevard de la République, route NYALLA_JAPOMA, route MUNDEMBA –ISSANGUELE, aménagement route ANGOSSAS, voirie de Maroua) ;* · *Construction et réhabilitation des infrastructures (logements des pécheurs à ISSANGUELE, logements DSP à OLEMBE, Postes de Commandement des 11° et 31° REGEN, EIFORCES à AWAE, soutes à munitions de la BQG , Centre D'instruction et d'entrainement des Forces Terrestres à MOTCHEBOUM , Marché moderne de Sangmélima)* · *Lotissement MINDCAF et MINDHU à OLEMBE, et MBWANG-BAKOKO 1 ,2 ;* *Réalisation de l'hélistation présidentielle de KRIBI ;*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Le résultat escompté de 90% n'a pas été atteint par ce que certains moyens ont été affectés dans la zone opérationnelle de l'extrême nord.*							
Perspectives 2015	*Le Génie militaire envisage améliorer son parc pour répondre aux nombreuses sollicitations de la nation tout en privilégiant l'accroissement en ressources humaines qualifiées.*							

Action 02 AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES

Les marchés ont été attribués aux opérateurs économiques et les équipements et les travaux réceptionnés dans les délais.

OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité le plateau technique des unités opérationnelles de santé militaire pour appuyer la politique nationale de santé publique							
Indicateur	Intitulé:	Capacité d'accueil des infirmeries, centres médicaux et hôpitaux militaires					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	744.0						
	Année cible:	2014						
	Valeur Cible	781.0					100	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	781						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 114 365 000	714 365 000	1 114 365 000	714 365 000	750 983 196	583 015 696	67,4 %	81,6 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Cette action a été menée dans le cadre de la réforme des Forces de Défense issue des textes de Juillet 2001 prescrivant la modernisation, la professionnalisation.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Construction infrastructures (infirmeries 22°BAFUMAR, 2°BIR LETTA, SSM10, études réalisation HIRAAY) ;* · *Acquisition des équipements (HMR1, 2 et 3) ;* · *Participation aux actions de santé publique et aux missions humanitaires.* . *Education sanitaire et lutte contre les fléaux sociaux.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Les marchés ont été attribués aux opérateurs économiques et les équipements et les travaux réceptionnés dans les délais.*							
Perspectives 2015	*Horizon 2015-2018 :* · *Achèvement de la construction des Hôpitaux de Région N°3 et construction de l'hôpital d'Instruction de Référence d'Application des Armées de Yaoundé.* *Doter les Forces de Défense en quantité et en qualité des moyens de ramassage (ambulances, véhicules avant blindé) ; triage (matériel de diagnostic ; ambulances médicalisées) et de traitement (équipements de soins).*							

Action 03 PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONELLE

La mise en œuvre des projets de cet action a été assez difficile et handicapée par beaucoup des facteurs externes. Lesquels facteurs ont déjà identifiés et seront jugulés l'année prochaine.

OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité l'offre pour apporter un appui à la politique nationale d'éducation et de formation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de personnes formées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	4190.0						
	Année cible:	2014						
	Valeur Cible	4400.0					52.38	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4300						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	119 500 000	119 500 000	119 500 000	119 500 000	106 301 144	40 721 518	89 %	34,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le nouveau redéploiement des Forces de Défense à travers le territoire national a entrainé le déplacement du personnel et leurs familles dans les zones dépourvues des infrastructures scolaires.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Construction de 10 salles de classe.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Les moyens financiers ont été insuffisants par rapport au coût des infrastructures à réaliser.*							
Perspectives 2015	*Il est souhaitable de maintenir le rythme de réalisation de ces infrastructures vitales qui participent à la promotion de l'éducation nationale.*							

2014
RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 170

PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

Responsable du programme

Général de Brigade ELOKOBI Daniel N.

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'essentiel des informations relatives à ce programme est présenté dans le tableau ci-après.

OBJECTIF	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	
Indicateur	Intitulé:	Taux de criminalité
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	24.7 2013
	Valeur Cible Année cible:	22.7 2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS
	Action 02:	INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE
	Action 03:	AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES
	Action 04:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES
	Action 05:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS
	Action 06:	COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS
	Action 07:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE
	Action 08:	INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT
DOTATIONS INITIALES	AE 50 001 521 766	CP 48 469 820 702
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Général de Brigade ELOKOBI Daniel N.,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 170 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte général marqué non seulement par des facteurs internes à notre pays mais également par des facteurs extérieurs.

Il faut relever tout d'une part, que les Forces de maintien de l'ordre font face à un important défi sécuritaire du fait du déplacement des populations suites aux attaques répétées aux frontières EST et Extrême Nord du Pays. Ce défi sécuritaire est d'autant plus important pour la sécurisation des personnes et des biens, dans la mesure où les activités de développement économique et social connaissent une chute drastique dans certaines zones, notamment dans le grand Nord, non seulement du fait des enlèvements, kidnapping et rapts, mais aussi de la survenance des incendies dans les marchés et complexes commerciaux (DOUALA, BAFOUSSAM, YAOUNDE, LIMBE, MAROUA…).

D'autre part, les évènements en Centrafrique ont provoqué dans les régions administratives frontalières des accrochages entre les bandes armées (SELEKA et ANTI-BALAKA) et les forces

de sécurité de notre pays, ainsi qu'un mouvement de réfugiés parmi lesquelles se trouvent des individus peu scrupuleux; le renforcement des contrôles des forces de sécurité pour assurer notamment une plus grande sécurisation du transit des marchandises sur le corridor DOUALA-N'DJAMENA-BANGUI.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

*L'objectif du programme 170 était d'améliorer le niveau de sécurité des personnes et des biens dans nos agglomérations. Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agit de parvenir à réduire la criminalité (taux) à un niveau au moins égal à celui prévu par la loi de finances 2014, soit un taux de criminalité de 23%. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2014 se situe à **23,27%,** soit un taux de réalisation de **86,5%**.*

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	*23.27%*	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	23.27	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 50 117 589 147	CP 48 585 888 083
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -116 067 381	Ecart CP -116 067 381
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 48 941 034 855	CP 47 405 700 508
TAUX DE CONSOMMATION	97,7 %	97,6 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	*La non atteinte des résultats escomptés est due à la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents.*	
PERSPECTIVES 2015	*Les perspectives envisagées dans le cadre de la réalisation de l'objectif de ce programme en 2015 sont orientées vers les points principaux suivants :* · *La poursuite de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité* · *La poursuite de la construction des unités et formations nouvellement activées* · *Le recrutement et la formation des personnels* · *L'acquisition des matériels et équipements de lutte contre la cybercriminalité* · *L'acquisition des matériels de police scientifique et technique.* · *L'acquisition des moyens de mobilité pour les unités et les formations* *La remise en état de fonctionnement des matériels roulants et équipements existants étant donné que le pourcentage de mobilité des unités opérationnelles est passé de 57% à 47%.*	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS

Malgré toute la mise en œuvre d'une synergie d'actions comme la construction de nouveaux centres de secours, l'acquisition d'équipements spécifiques, les résultats escomptés n'ont pas pu être atteints. Cependant, il est important de relever que l'évolution de l'indicateur ne dépend pas essentiellement des actions des forces de défense, mais aussi de ceux du ministère du développement urbain et de l'habitat et des unités administratives décentralisées avec notamment l'ouverture et l'entretien des voies d'accès d'urgence et la disponibilité des bouches d'incendie etc

OBJECTIF	Réduire les délais d'intervention des unités opérationnelles des Sapeurs-Pompiers							
Indicateur	Intitulé:		Délais d'intervention des unités de Sapeur-pompiers				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		mn					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		25.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		22.0				66.7	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		23					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 837 808 000	727 333 000	1 836 898 000	726 423 000	879 685 071	696 662 677	47,9 %	95,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte qui a prévalu au cours de la mise en œuvre de cette action a été marqué par l'amélioration et le renforcement de la présence des unités opérationnelles des sapeurs pompiers dans les villes de plus 50.000 habitants.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Au cours de l'exercice 2014, plusieurs activités programmées dans le cadre de cette action ont été menées à terme. Parmi les plus marquantes, on peut citer :* · *Acquisition de matériels spécifiques de lutte contre les incendies* · *04 infrastructures construites (centres de secours de KOUSSERI, MUTENGUENE, NLONGKAK, ETOUDI) 01 infrastructure réhabilitée / aménagée (centre de secours d'ETOUDI)* *Matériel spécifiques de transmission acquis.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Malgré toute la mise en œuvre d'une synergie d'actions comme la construction de nouveaux centres de secours, l'acquisition d'équipements spécifiques, les résultats escomptés n'ont pas pu être atteints. Cependant, il est important de relever que l'évolution de l'indicateur ne dépend pas essentiellement des actions des forces de défense, mais aussi de ceux du ministère du développement urbain et de l'habitat et des unités administratives décentralisées avec notamment l'ouverture et l'entretien des voies d'accès d'urgence et la disponibilité des bouches d'incendie etc.*							

Perspectives 2015	*Dans la poursuite de l'amélioration constante de l'atteinte de l'objectif de cette action, les actions suivantes sont envisagées :* · *Réduction des délais,* · *Poursuite de la construction des unités opérationnelles des Sapeurs-pompiers* · *Activation des nouveaux Centres de secours* · *Equipement des centres de secours* *Renforcement des capacités des personnels du corps national des sapeurs-pompiers.*

Action 02 INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

· *La variation haussière du nombre de morts inhérent aux accidents de circulation routière tient lieu en majorité à la dégradation des infrastructures routières (état de la chaussée, absence de signalisations horizontales et verticales)*

· *L'augmentation du trafic nocturne et du parc automobile ne sont pas en adéquation avec l'offre en infrastructures*

· *L'insuffisance des moyens de mobilité pour les pelotons routiers motorisés*

· *Défaillance humaine liée à une obtention irrégulière du permis de conduire*

· *Emploi irrationnel des conducteurs par les agences de voyage*

Absence de signalisation pour les véhicules en panne abandonnés sur les axes routiers

OBJECTIF	Réduire le nombre d'accidents sur les axes routiers							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de morts dus aux accidents de la route				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		950.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		800.0				-130	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1145					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	361 650 000	361 650 000	357 612 500	357 612 500	340 315 064	346 052 564	95,2 %	96,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recherche d'une solution adéquate aux accidents de circulation qui est un véritable problème de politique publique. Ainsi les unités de police de la route sont-elles mises à contribution avec une mission à caractère préventif et répressif.* *Leur action est soutenue par la portion centrale à travers les « semaines routières » de la Gendarmerie.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, les activités inscrites ont été toutes réalisées. Parmi les plus significatives on a :* · *Construction de 03 pelotons routiers motorisés à BOUMNYEBEL, EDEA et MAMFE* · *Création d'un 4ème groupement de circulation routière à Maroua* · *Acquisition de matériels de lutte contre l'insécurité routière* · *Implémentation des contrôles de vitesse par la mise en place des dispositifs de contrôle nocturne* · *Organisation en permanence des campagnes de sécurité routière toutes les semaines* *Organisation des stages spécifiques en matière de prévention routière et notamment la préparation des personnels au contrôle dynamique par le déploiement des motocyclistes sur les axes routiers.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	· *La variation haussière du nombre de morts inhérent aux accidents de circulation routière tient lieu en majorité à la dégradation des infrastructures routières (état de la chaussée, absence de signalisations horizontales et verticales)* · *L'augmentation du trafic nocturne et du parc automobile ne sont pas en adéquation avec l'offre en infrastructures* · *L'insuffisance des moyens de mobilité pour les pelotons routiers motorisés* · *Défaillance humaine liée à une obtention irrégulière du permis de conduire* · *Emploi irrationnel des conducteurs par les agences de voyage* *Absence de signalisation pour les véhicules en panne abandonnés sur les axes routiers.*							

Perspectives 2015	*Les perspectives envisagées en 2015, dans le cadre de cette action :* · *Poursuite de l'équipement des forces de police de la route ;* · *Poursuite de la formation et de l'entrainement des forces de police de la route ;* · *Poursuite de la sensibilisation des usagers pour l'adoption d'un comportement citoyen et sécurisant sur nos axes routiers dans le cadre de la 3ème génération de la semaine routière (Les propriétaires des véhicules pris en infraction sont instantanément invités à la cessation de l'infraction)* · *Poursuite de l'amélioration du cadre de travail* *Intensification des contrôles nocturnes.*

Action 03 AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES

Si les résultats obtenus semblent probants, cela est dû essentiellement à la mise en œuvre des actions comme la construction des infrastructures, la création et l'activation des nouveaux tribunaux militaires, le recrutement et la formations des personnels de l'ordre judiciaire, l'adoption de la loi sur le terrorisme.

OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les juridictions militaires							
Indicateur	Intitulé:		Taux du traitement du contentieux par les juridictions militaires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		64.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		59.0				128.4	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		60.42					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	462 900 000	316 900 000	462 900 000	316 900 000	340 593 601	307 207 099	73,6 %	96,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre de cette action est assez favorable avec la mise en œuvre de la nouvelle réorganisation de la justice militaire, le déploiement des personnels spécialistes arrivés au terme de leur formation et l'adoption de la loi sur le terrorisme. Il est en outre marqué, par l'activation de 02 nouveaux tribunaux militaires pour porter le nombre à 07. Il s'agit notamment des tribunaux des régions de l'EST, et de l'EXTREME-NORD.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Dans le cadre de la mise œuvre de cette action, l'ensemble des activités programmées ont été menées à terme :* · *2° phase de 02 infrastructures de tribunaux militaires achevée (MAROUA et BERTOUA) ;* *01 infrastructure réhabilitée (BUEA)*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Si les résultats obtenus semblent probants, cela est dû essentiellement à la mise en œuvre des actions comme la construction des infrastructures, la création et l'activation des nouveaux tribunaux militaires, le recrutement et la formations des personnels de l'ordre judiciaire, l'adoption de la loi sur le terrorisme.*							
Perspectives 2015	· *L'activation des 03 autres tribunaux militaires de NGAOUNDERE, BAMENDA et d'EBOLOWA* · *Les perspectives sont les suivantes dans cette action:* · *Poursuite du recrutement et de la formation des auditeurs de justice ;* · *Poursuite de la construction des tribunaux de MAROUA et de BERTOUA ;* · *Acquisition de la documentation spécialisée et d'équipements des tribunaux* · *Construction de la Direction de la Justice militaire et des tribunaux militaires de BAMENDA, EBOLOWA, et NGAOUNDERE.* · *Réhabilitation de la prison militaire de YAOUNDE et de sa clôture d'enceinte* *Réalisation d'un mini bus pour le transport des détenus.*							

Action 04 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES

Le renforcement des capacités du personnel de la Gendarmerie Nationale n'a pas été effectif du fait de l'insécurité aux frontières (EST et EXTREME-NORD) qui a imposé un appui en personnel dans les différents théâtres d'opérations
L'insuffisance des ressources financières consécutives aux opérations en cours justifie également l'absence de la programmation de certains stages

OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stagiaires formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		3500.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		4050.0				71	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3890					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	436 127 000	436 127 000	432 067 000	432 067 000	421 209 941	421 209 941	97,5 %	97,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par une réabsorption d'un déficit criard en formation et recyclage des personnels face à de nouvelles formes de criminalité, d'utilisation d'armes non létales en maintien de l'ordre, d'entrainement aux techniques d'intervention en cas de sinistre, etc.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*La majorité des activités programmées ont été menées à terme. Parmi les principales, on peut citer :* · *Recrutement des personnes des Forces de Défense* · *Formation continue et recyclage des personnels* · *06 infrastructures réhabilitées/aménagées (Commandement de Ecoles et Centre d'Instructions de la Gendarmerie, Corps National des Sapeurs-pompiers, Centre de Perfectionnement aux Techniques de Maintien de l'Ordre)* *Déclenchement du processus de recrutement de 2014 Gendarmes*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Le renforcement des capacités du personnel de la Gendarmerie Nationale n'a pas été effectif du fait de l'insécurité aux frontières (EST et EXTREME-NORD) qui a imposé un appui en personnel dans les différents théâtres d'opérations* *L'insuffisance des ressources financières consécutives aux opérations en cours justifie également l'absence de la programmation de certains stages.*							
Perspectives 2015	*Les perspectives envisagées en 2015 sont les suivantes :* · *Amélioration du cadre de l'instruction par les réhabilitations d'infrastructures ;* · *La refondation des programmes d'instruction pour les adapter au contexte sécuritaire actuel ;* · *Equipement des centres d'instruction en matériels didactiques* · *Amélioration des conditions de vie dans les centres et écoles de formations* *Organisation plus régulières des séminaires sur des sujets présentant un intérêt certain pour la protection des personnes et des biens.*							

Action 05 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

La vétusté et la défectuosité des équipements et matériels des CTD et des COG (insuffisance de pièces de rechanges) et surtout l'absence de personnels qualifiés sont autant d'obstacles à l'atteinte de l'objectif visé.

OBJECTIF	Améliorer la transmission des informations et la réactivité des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des unités connectées au réseau de transmission des données				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		22.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		25.0				Information classified	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Information classified					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	188 000 000	188 000 000	185 515 000	185 515 000	174 456 792	174 669 829	94 %	94,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par les difficultés en matériels, équipements des centres de transmissions, et personnels. De même, les activités de veille des centres opérationnels de la gendarmerie en charge de la gestion des appels de détresse ont subi le contrecoup des difficultés énoncées supra.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Plusieurs activités ont été menées :* · *Mise en fonctionnement des deux relais ;* · *Réhabilitation (dépannage) de nombreux matériels (cadre fête du 20 mai 2014) ;* · *Réalisation des matériels spécifiques de transmission (gendarmerie nationale, corps national des sapeurs-pompiers)* *Réalisation de quelques équipements d'énergie solaire et de relais numériques au profit de la Gendarmerie*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*La vétusté et la défectuosité des équipements et matériels des CTD et des COG (insuffisance de pièces de rechanges) et surtout l'absence de personnels qualifiés sont autant d'obstacles à l'atteinte de l'objectif visé.*							
Perspectives 2015	*Les perspectives envisagées en 2015, sont entre autres :* · *L'activation de nouveaux CTD* · *L'acquisition et l'installations des équipements des certains CTD et des COG* · *L'amélioration de l'offre en énergie électrique (plaques solaires, groupes électrogènes)* · *Acquisition de plusieurs lots de pièces de rechange pour la maintenance des appareils en panne* *Recrutement et formation des personnels ayant des connaissances en électronique, en transmission et informatique.*							

Action 06 COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS

Les résultats obtenus ont été grandement influencés par la rareté et toutes les difficultés liées à la maintenance des matériels lourds et à la logistique des unités opérationnelles.
Les moyens roulants réalisés et dotés aux formations et unités sombrent inexorablement vers la fin de leur potentiel.

OBJECTIF	Assurer efficacement le soutien logistique des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des matériels fonctionnels des unités opérationnelles de la Gendarmerie et des Sapeurs Pompiers				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible						Information classifiée	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Information classifiée					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	44 295 316 702	44 142 816 702	44 509 367 833	44 356 867 833	44 509 367 833	43 457 547 600	100 %	98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par le rapport très déficitaire de l'offre et des besoins toujours plus importants des unités opérationnelles en matière de logistique et de locaux décents.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Matériels de vidéo surveillance et contrôle d'accès acquis* · *02 infrastructures construites (régions de gendarmerie n°1, n°2), clôture de l'état major Légion Nord* · *Amélioration des conditions de vie et travail des personnels (équipement du foyer des services centraux de la Gendarmerie Nationale)* *02 infrastructures réhabilitées / aménagées (secteur de santé militaire n°9, gendarmerie nationale)*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Les résultats obtenus ont été grandement influencés par la rareté et toutes les difficultés liées à la maintenance des matériels lourds et à la logistique des unités opérationnelles.* *Les moyens roulants réalisés et dotés aux formations et unités sombrent inexorablement vers la fin de leur potentiel.*							
Perspectives 2015	*Les perspectives en 2015 sont entre autres :* · *Améliorer le système d'approvisionnement en matériels et pièces de rechange pour le maintien en conditions des matériels* · *Réaliser des lots de pièces de rechanges et les mettre à la disposition des structures chargées de l'entretien du parc automobile* · *Acquérir de nouveaux matériels roulants et les doter aux formations et unités opérationnelles* · *Réhabiliter les échelons de maintenance et d'approvisionnement des unités déconcentrées* · *Multiplier les contrôles et inspections inopinées sur le service sur tout le territoire* *Améliorer les conditions de vie et de travail des personnels de l'administration centrale des différents corps concourant à la protection des personnes et des biens*							

Action 07 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE

Le contexte de mise en œuvre est celui marquant la tenue des consultations électorales (sénatoriales, législatives et municipales), la tension sociale du fait de crise d'approvisionnement en énergie (eau, gaz domestique, électricité…) avec comme incidence une application de la police administrative qui a notamment mission la prévention et la répression des troubles à l'ordre public.

OBJECTIF	Assurer efficacement les missions de maintien de l'ordre							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage d'escadrons et pelotons mobiles conformes au TED				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:							
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible						Information classifiée	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Information classifiée					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	455 275 000	455 275 000	431 317 500	431 317 500	415 914 052	342 842 534	96,4 %	79,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre est celui marquant la tenue des consultations électorales (sénatoriales, législatives et municipales), la tension sociale du fait de crise d'approvisionnement en énergie (eau, gaz domestique, électricité…) avec comme incidence une application de la police administrative qui a notamment mission la prévention et la répression des troubles à l'ordre public.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Parmi les activités majeures, on peut citer :* · *Acquisition des matériels spécifiques de maintien de l'ordre,* · *Maintien en condition du matériel majeur de maintien de l'ordre* · *01 infrastructure construite (groupe d'escadrons n°4 BERTOUA)* *02 infrastructures réhabilitées / aménagées (escadron mobile de KRIBI, Escadron 50)*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Les résultats probants se justifient par l'acquisition d'un certain nombre de matériels majeurs (plusieurs véhicules d'intervention et de dispersion sachant que l'unité vaut 500 millions FCFA) et le renforcement des unités en personnels avec la sortie des cuvées 2012 des centres d'instruction.*							
Perspectives 2015	*Les perspectives en 2015 sont :* · *Construction des locaux des Groupes d'escadrons nouvellement créés et activées (Bertoua)* · *Poursuite de la réhabilitation de certaines unités mobiles* · *Maintien en condition des matériels acquis* *Entrainement des forces formées aux techniques nouvelles de maintien de l'ordre et d'intervention*							

Action 08 INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT

La non atteinte des résultats escomptés est due à la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents.

OBJECTIF	Améliorer la lutte contre toutes les formes de criminalité							
Indicateur	Intitulé:		Taux de criminalité				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		23.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		21.0				86.5	
	Réalisation exercice (Résultat technique):		23.27					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 964 445 064	1 841 719 000	1 901 911 314	1 779 185 250	1 859 492 500	1 659 508 264	97,8 %	93,3 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recrudescence du grand banditisme liée à des facteurs internes et externes à notre pays, l'apparition des nouvelles formes de criminalité comme la cybercriminalité, les prises d'otage des étrangers, attaques aux frontières par la secte islamique Boko Haram du NIGERIA et les rebelles de la SELEKA et des ANTI-BALAKA de la RCA.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Parmi les activités majeures menées, on peut citer :* · *18 infrastructures construites (brigades de WINA, PETTE, NGUIBASSAL, BIBEMI, OULI, KOM YAMBETTA, MBOUDA, TOCTOYO, AMBAM, FOYEMTCHA-KEKEM, YAMBA, BATOUA-GONDOLE, MOBILON, KENTZOU, MBALAM, SOCAMBO, MBOY II, ATTA, NKOR, etc.)* · *12 infrastructures réhabilitées / aménagées (brigade de NGUTI, POUMA, SOLE, brigade de recherche de YAOUNDE I, services centraux gendarmerie nationale, état-major compagnie de MAROUA, état-major compagnie de SANGMELIMA, etc.)* · *La poursuite des opérations de lutte contre le phénomène des coupeurs de route et des prises d'otage* · *L'informatisation de la gestion du fichier criminel* · *Le renforcement du maillage du territoire (création des nouvelles formations et unités, Légion du LOGONE et CHARI, 4ème région de gendarmerie)* · *L'acquisition des moyens de lutte complémentaires contre la cybercriminalité* · *L'activation des nouvelles structures opérationnelles* *Le renforcement de la collaboration entre la population et les forces de sécurités à travers la gendarmerie de proximité*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*La non atteinte des résultats escomptés est due à la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents.*							

Perspectives 2015	*Les perspectives envisagées en 2015 sont :* · *La poursuite de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité* · *La poursuite de la construction des unités et formations nouvellement activées* · *Le recrutement et la formation des personnels* · *L'acquisition des matériels et équipements de lutte contre la cybercriminalité* · *L'acquisition des matériels de police scientifique et technique.* · *L'acquisition des moyens de mobilité pour les unités et les formations* *La remise en état de fonctionnement des matériels roulants et équipements existants étant donné que le pourcentage de mobilité des unités opérationnelles est passé de 57% à 47%*

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2014 du Ministère de la Défense permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du département, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.
De manière générale, la deuxième année de mise œuvre du budget programme aura permis au Ministère de la Défense de prendre une pleine mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion efficiente des finances publiques : d'abord en tant que ministère dépensier, ensuite en sa qualité de précurseur et de coordonnateur de l'ensemble des activités afférentes à la mise en œuvre du Nouveau Régime Financier de l'Etat.

Si ces premiers résultats peuvent sembler encourageants dans l'ensemble, certaines corrections méritent d'être apportées à la présentation des programmes, au contenu des actions et à la mesure des performances attendus du Ministère de la Défense.
La concrétisation de chacun de ces programmes budgétaires a été envisagée par la mise en œuvre des actions et activités cohérentes, tendant à l'atteinte des objectifs clairement identifiés et mesurables par l'entremise des indicateurs de performance spécifiques et fixés à l'avance.
A titre d'illustration et sans être exhaustif, il s'est agi principalement pour le Ministère de la Défense de mener les activités suivantes pour chacun des programmes budgétaires mis en œuvre :

Renforcement de la Défense du Territoire :

L'impératif de l'amélioration du dispositif de défense du territoire a donné lieu à la réalisation des actions suivantes :
- *l'activation de nombreuses unités opérationnelles (31e et 41e Brigades d'infanterie Motorisée et Bataillons d'infanterie) en vue de compléter le dispositif de défense du territoire ;*
- *la formation et le renforcement des compétences des personnels à travers les recrutements, les formations initiales et continues des personnels des Forces de Défense (3400 militaires de rang, 120 sous-officiers);*
- *l'acquisition des moyens roulants (camions de transport des troupes et pickup) qui ont accru la mobilité et l'opérationnalité des troupes dans les Armées ;*
- *des opérations visant la réception de nombreux aéronefs et hélicoptères de combat qui permettront d'accroitre la capacité opérationnelle des Forces aériennes;*
- *le lancement des opérations visant l'acquisition des vecteurs navals nouveaux et la réhabilitation des existants pour une meilleure sécurisation de la façade maritime ;*
- *la construction et la réhabilitation d'infrastructures à usage de bureaux, Postes de Commandement jouant un rôle important pour la matérialisation de la présence de nos unités opérationnelles pour la couverture de nos frontières ;*

Participation à la protection des personnes et des biens :

Les Forces de Défense consentent des efforts considérables dans la préservation des

conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social. La réalisation de cet impératif a été concrétisée cette année par:

- *la mise en place de nouvelles unités de sapeurs-pompiers notamment les centres de secours de Bertoua et de Sangmélima ;*
- *la poursuite de l'acquisition des équipements spécifiques des sapeurs-pompiers, des équipements de transmission et de matériels informatiques;*
- *l'acquisition des matériels de lutte contre l'insécurité routière (motos, radars, éthylotests et éthylomètres, miroirs réfléchissants), et la descente fréquente de nos équipes sur le terrain ont permis de réduire le taux de mortalité dû aux accidents sur les axes routiers ;*
- *le renforcement continu des compétences des personnels des unités concourants à la protection des personnes et des biens;*
- *la construction et la réhabilitation des 32 Brigades et Postes de Gendarmerie qui a permis de réaliser un meilleur maillage du territoire national, qui reste une condition essentielle en vue de la mise en place Gendarmerie de proximité ;*
- *la construction et la réhabilitation de logements d'astreinte qui a permis d'améliorer le cadre de vie et de travail des personnels dans certaines localités reculées ;*

Participation à l'action nationale de développement :

De plus en plus sollicités, le Génie Militaire et les unités opérationnelles de Santé Militaire participent de manière significative à la croissance et au développement de notre nation. A ce titre et au courant de l'année qui s'achève les activités suivantes ont été menées :

- *l'acquisition des engins lourds du Génie Militaire permettant ainsi l'exécution des missions confiées au Génie Militaire dans le respect des délais et de la qualité de l'ouvrage ;*
- *la mise en place et l'opérationnalisation de deux Régiments du Génie Militaire (Garoua et Sangmélima) qui permettront d'apporter en plus des compétences relatives à leur cœur de métier, des solutions locales aux problèmes de réhabilitation et de construction d'infrastructures dans les zones géographiques d'implantation ;*
- *l'exécution de nombreux travaux d'infrastructures dans le cadre des conventions signées avec certains départements ministériels (réhabilitation des routes, réhabilitation des digues sur le fleuve Logone) ;*
- *le recrutement des personnels spécialistes (1000) pour permettre d'accroitre en quantité et en qualité les ressources humaines affectés au Corps du Génie Militaire ;*
- *l'amélioration de l'offre sanitaire des hôpitaux, centres médicaux et infirmeries militaires par l'acquisition des matériels spécifiques (équipement des services spécialisés de chirurgie B, l'acquisition des matériels au profit des services neurochirurgie et gastroentérologie).*

Cette exécution budgétaire s'est néanmoins heurtée à de nombreuses difficultés, notamment l'appropriation tardive du logiciel de mise en œuvre du Budget Programme. Ce retard a eu une

incidence négative sur l'ensemble du processus budgétaire et a impacté négativement sur l'atteinte de nombreux objectifs fixés.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

*Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Défense», en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère de la Défense s'est fixé comme objectif stratégique : « **Défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté du Cameroun en vue d'améliorer les conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social** ».*

Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère : le renforcement de la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Cameroun, la protection des personnes et des biens, la participation à l'action nationale de développement, le renforcement du lien armée-nation, l'assistance et la réinsertion des anciens combattants et victimes de guerre, la mise en place d'un mécanisme de pilotage et de performance. L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

L'évaluation des performances du Ministère de la Défense, qui est faite par l'entremise de la mesure des indicateurs préalablement définis dans la synthèse stratégique de notre Projet de Performance des administrations, donne les résultats suivants :

- *un taux de réalisation des tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles des Armées en nette progression du fait des recrutements, des formations et entraînement des personnels et d'acquisition de matériels nouveaux entrepris cette année ;*
- *un taux de criminalité de **23,27%** qui est en recul du fait de la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents;*
- *une évolution notoire du nombre de procès-verbaux dressés par les formations de la Gendarmerie Nationale permet d'apprécier une plus grande implication en matière de lutte contre la criminalité (89 647 en 2014) ;*
- *un taux de réalisation des sollicitations des structures du Ministère de la Défense qui est proche de 100% ;*
- *la descente fréquente de nos équipes sur le terrain ont permis de réduire le taux*

de mortalité dû aux accidents sur les axes routiers ;

- *la réduction des délais d'intervention des unités des sapeurs-pompiers qui est passé de 30 minutes à 25 minutes soit 2 minutes de moins que la cible prévue ;*
- *la réalisation des objectifs en matière de renforcement des capacités des ressources humaines des unités concourants à la protection des personnes et des biens, s'expliquant par la volonté manifeste du Commandement de renforcer les capacités professionnelles de ses personnels afin qu'ils répondent au mieux aux sollicitations dont ils font l'objet.*

3.2. LEÇONS APPRISES

Sans une coordination cohérente des programmes à l'intérieur d'un chapitre budgétaire, l'efficacité du budget programme risque ne pas d'être perceptible. Aucune action n'étant complète par elle-même, elle a besoin des matériaux provenant d'autres actions pour être réalisée. La coordination trouve ici son caractère impératif, pour réussir la mise en œuvre des programmes ;

- *Le budget programme est une construction permanente. La vague 2014 des programmes budgétaires a montré que des aménagements profonds doivent être opérés dans la présentation des programmes, le contenu des actions et la définition des indicateurs. A cet effet le Ministère a apporté des correctifs soit en reformulant, en supprimant ou en ajoutant certains programmes, actions et indicateurs pour mieux faire face aux défis auxquels il est confronté.;*
- *L'exécution du Budget de fonctionnement du MINDEF, nécessite un meilleur suivi dans l'utilisation des crédits alloués aux différentes structures. Il serait par conséquent opportun que le MINDEF reçoive de manière permanente les informations sur le suivi et la gestion des crédits alloués à ses structures déconcentrées ;*

- *Bien choisir les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écarter de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise.*

3.3. PERSPECTIVES 2015

Sur le plan financier :

- *Renforcer la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;*

- *Revoir les indicateurs pour plus de pertinence dans le suivi des performances*

d'un programme et de ses actions ;

- *Mettre en place un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;*

- *Poursuivre et intensifier en interne, la formation des responsables à tous les niveaux sur le budget programme ;*

- *Amélioration du dispositif de pilotage et de performance du MINDEF ;*

Sur le plan opérationnel :

- *Intensifier la lutte contre le grand banditisme et l'insécurité routière ;*

- *Poursuivre le processus de sécurisation des frontières ;*

- *Acquérir des matériels et équipements ;*

- *Entrainer et former des personnels aux nouvelles menaces ;*

- *Une plus grande sécurisation de la façade maritime ;*

- *Construire des infrastructures pour les formations nouvelles crées et activées ;*

- *Augmenter les capacités opérationnelles des sapeurs pompiers ;*

- *Poursuivre la mise en œuvre des décisions du Chef de l'Etat prises lors du cinquantenaire des armées notamment l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels (accès aux soins de santé, logement) ;*

- *Poursuivre la mise en place des structures aidant à une plus grande assistance et réinsertion des personnels anciens combattants et victimes de guerre ;*